



DARES



Communiqué de presse
Le 27 août 2013

DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS ET OFFRES COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI EN JUILLET 2013

Les données sur les demandeurs d'emploi sont présentées selon divers regroupements statistiques (catégories A, B, C, D, E). La plupart des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi : certains sont sans emploi (catégorie A), d'autres exercent une activité réduite courte, d'au plus 78 heures au cours du mois (catégorie B), ou une activité réduite longue, de plus de 78 heures au cours du mois (catégorie C). Par ailleurs, certaines personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi : elles sont soit sans emploi et non immédiatement disponibles (catégorie D), soit pourvues d'un emploi (catégorie E).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 285 700 en France métropolitaine fin juillet 2013. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin juin 2013 (+0,2 %, soit +6 300). Sur un an, il croît de 10,0 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories B et C s'établit à 1 566 200 en France métropolitaine fin juillet 2013. En juillet, le nombre de ceux de catégorie B est en hausse de 3,2 % (+8,5 % sur un an) et le nombre de ceux de catégorie C augmente de 2,9 % (+6,0 % sur un an).

Au total, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C s'établit à 4 851 900 en France métropolitaine fin juillet 2013 (5 148 200 en France y compris Dom). Ce nombre est en hausse de 1,1 % (+52 200) au mois de juillet. Sur un an, il augmente de 9,0 %.

Le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi en catégories D et E s'établit à 609 900 en France métropolitaine fin juillet 2013. En juillet, le nombre d'inscrits en catégorie D est en baisse de 2,2 % et le nombre d'inscrits en catégorie E augmente de 0,9 %.

Avertissement :

Les données présentées concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi.

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi... En particulier, le relèvement progressif de l'âge minimal d'éligibilité à la dispense de recherche d'emploi (DRE) à compter de l'année 2009 et sa suppression depuis le 1^{er} janvier 2012 ont contribué sensiblement à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi de 55 ans et plus enregistrés sur les listes de Pôle emploi. A compter du 1^{er} juin 2009, les dispositions relatives aux nouvelles obligations de recherche d'emploi des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et à leur accompagnement par le service public de l'emploi sont également susceptibles d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

L'ensemble des définitions figurent dans les encadrés 1 et 2, pages 16 à 19 de la publication.

Demandeurs d'emploi selon le sexe et l'âge

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente au mois de juillet 2013 de 0,2 % pour les hommes (+10,8 % sur un an) et de 0,2 % pour les femmes (+9,1 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A de moins de 25 ans est en baisse de 0,8 % en juillet (+6,9 % sur un an). Le nombre de ceux âgés de 25 à 49 ans augmente de 0,3 % (+9,1 % sur un an) et celui des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus s'accroît de 0,6 % (+15,1 % sur un an).

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, en France métropolitaine, le nombre d'hommes augmente de 1,1 % en juillet (+10,0 % sur un an) et le nombre de femmes s'accroît également de 1,1 % (+8,1 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C de moins de 25 ans est en hausse de 0,6 % en juillet (+7,0 % sur un an). Le nombre de ceux de 25 à 49 ans augmente de 1,3 % (+8,1 % sur un an) et celui des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus s'accroît de 0,9 % (+13,5 % sur un an).

Demandeurs d'emploi selon l'ancienneté d'inscription

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente de 1,7 % au mois de juillet 2013 (+16,4 % sur un an) et celui des inscrits depuis moins d'un an s'accroît de 0,7 % (+4,4 % sur un an).

Les entrées et sorties de Pôle emploi

En France métropolitaine, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent en juillet (+7,7 % sur un mois, +3,0 % sur un an). Sur un mois, les entrées pour fins de contrat à durée déterminée (+5,2 %), fins de mission d'intérim (+11,8 %), autres licenciements (+8,8 %), démissions (+9,8 %), premières entrées (+19,0 %), reprises d'activité (+2,8 %) et autres cas (+8,4 %) sont en hausse. Les entrées pour licenciements économiques (-3,1 %) sont en baisse.

En France métropolitaine, les sorties de catégories A, B, C sont en baisse de 2,3 % en juillet (+2,7 % sur un an). Sur un mois, les sorties pour entrées en stage (-14,7 %), arrêts de recherche (-4,1 %) et cessations d'inscription pour défaut d'actualisation (-4,7 %) diminuent. Les sorties pour reprises d'emploi déclarées (+0,5 %), radiations administratives (+10,2 %) et autres cas (+0,2 %) augmentent.

Les offres collectées par Pôle emploi*

Le nombre des offres d'emploi collectées par Pôle emploi augmente de 0,8 % au mois de juillet 2013 en France métropolitaine (-17,0 % sur un an). Sur un mois, les offres collectées d'emplois durables (plus de six mois) sont en hausse de 8,1 %. Les offres collectées d'emplois temporaires (entre un et six mois) et d'emplois occasionnels (moins d'un mois) sont en baisse (respectivement de -3,1 % et -15,6 %).

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA

En France métropolitaine, au mois de juillet 2013, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA) est de 621 000 (soit 19,8 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, données brutes).

Au mois de juillet 2013, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C et ayant un droit payable au RSA est de 775 700 (soit 16,4 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C, données brutes).

Les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 90 900 au mois de juillet 2013 (soit 15,9 % des entrées en catégories A, B, C, données brutes). Les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C des bénéficiaires ayant un droit payable au RSA sont de 85 900 au mois de juillet 2013 (soit 18,8 % des sorties de catégories A, B, C, données brutes).

Avertissements : Depuis le 1^{er} janvier 2013, les radiations administratives prennent effet à la date de leur notification, et non plus à la date du manquement qui les motive. Ce changement de règle a eu un impact à la hausse sur le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à la fin janvier 2013 de +21 100 pour la catégorie A et de +24 000 pour les catégories A, B, C, en France métropolitaine. En février, l'écart entre le nombre de demandeurs d'emploi effectivement inscrits et celui qui aurait été observé en l'absence de réforme a été proche de celui mesuré en janvier. À partir de mars, cet écart doit se réduire au fil des mois. À moyen terme, le nombre de demandeurs d'emploi effectivement inscrits pourrait être légèrement supérieur à celui qui aurait été observé en l'absence de réforme.

* La mise en œuvre de la nouvelle offre de service de Pôle emploi aux entreprises, qui vise à proposer des services différenciés selon leurs besoins, modifie entre autres les modalités de clôture des offres. En effet, il est désormais adressé un courrier à l'employeur, à une date convenue avec lui ou à la date prévisionnelle de prise de poste, pour s'assurer de l'état d'avancement du recrutement. L'employeur est alors invité à contacter Pôle emploi ou à renseigner son espace recruteur. Il lui est également précisé qu'en l'absence de réponse dans les 8 jours ouvrés, l'offre sera clôturée et le besoin en recrutement considéré comme satisfait.

A partir des données du mois de juillet 2013, cette nouvelle procédure entraîne une rupture dans l'évolution des séries statistiques d'offres satisfaites qui conduit à en suspendre la publication.